

Voici d'après une dépêche télégraphique les noms des nouveaux ministres :

Brown, Inspecteur-Général.
Dorion, Commissaire des Terres de la Couronne.
Morris, Orateur du Conseil Législatif.
Mowat, secrétaire.
Lemieux, Receveur-Général.
Drummond, Procureur-Général, Est.
J. S. Macdougald, Procureur-Général, Ouest.
Thibault, Bureau de l'Agriculture.
Foley, Maître-Général des Postes.
Laberge, Solliciteur-Général, Est.
Connor, Solliciteur-Général, Ouest.
Holton, Bureau des Travaux Publics.

Quand la Caisse d'Economie de Saint-Roch suspendit ses paiements, les directeurs de la Caisse d'Economie Notre Dame, offrirent de leur venir en aide. Nous ne pouvons préciser exactement à quelles conditions cet offre généreux était fait ; ce que nous pouvons assurer, c'est qu'il était avantageux pour les déposants et pouvait retirer honorablement les directeurs de la Caisse d'Economie de Saint-Roch, d'une impasse difficile. Comme nous voulons être impartial, nous devons dire, qu'alors, M. Prévost accéda à la proposition qui fut refusée grâce à l'appel déplacé que M. Brunet fit aux déposants ! On ne devait pas selon lui, remettre les affaires de la Caisse d'Economie de Saint-Roch entre les mains des étrangers. Des étrangers ! Plut au ciel que tous les étrangers qui gouvernent le pays fussent aussi honnêtes que les étrangers de la Caisse d'Economie Notre Dame ! Nous n'aurions pas dans les finances publiques un déficit de près d'un million !

Non. Ceux que l'on traite d'étrangers étaient des frères et le sont encore. Nous sommes persuadés que si des démarches étaient faites, on obtiendrait de ces étrangers le service qu'ils ont déjà offert. Il est encore temps. Qu'on y songe bien : les quatorze mille louis qui n'ont pas encore été remboursés aux déposants, appartiennent presque entièrement à la classe pauvre ! Car il faut le dire, les déposants riches, soit qu'ils aient été plus craintifs, ou plus habiles ou mieux renseignés, ont, à quelques exceptions près, sauvé leurs épargnes ; tandis que la majorité des déposants pauvres se sont trouvés être les victimes. Cette somme de \$14,000 représente donc un nombre considérable de petits dépôts qui, dans la crise actuelle, vaudraient des fortunes pour les propriétaires ! Nous conseillons aux intéressés de voir s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir de nouveau l'aide des directeurs de la Caisse d'Economie Notre Dame.

Mercredi dernier, à la Salle Jacques-Cartier, messieurs les amateurs Canadiens ont donné une nouvelle représentation. *L'Ami François* a été joué avec encore plus de succès qu'à l'ordinaire. *L'Habit*

vert, et *Théodore ou désespoir nocturne d'un célibataire*, ont aussi soulevé de justes applaudissements. Nous regrettons seulement la brièveté des deux dernières pièces.

GARDEZ VOS REÇUS !

Un M. James Morrison de cette ville a été poursuivi par la Corporation pour ar-rérages de cotisation. Or ce monsieur avait payé ses taxes et de plus, avait conservé un reçu. Sans cette bonne idée, madame la Corporation l'eût fait payer deux fois ! Ceci doit prouver aux citoyens qu'ils doivent conserver les reçus que leur donne la Corporation.

Vraiment les Québécois sont incontentables. On leur a enlevé le siège du gouvernement, on ne leur accorde point le chemin de fer du Nord, on leur refuse les bassins de la rivière Saint Charles, même un chemin pour se rendre aux bords du lac Saint-Jean ; et les voilà qui murmurent ! *Laissez faire et laissez vous.* Vous n'avez pas le privilège de voir, d'entendre, d'admirer vos représentants ; mais vous pouvez aller au cirque ! Reconnaissez donc que c'est pour vous dédommager de l'absence de vos députés qu'on vous envoie autant de bêtes.

Un cirque est à Québec depuis dimanche dernier. Tous les jours un cirrose traîné, au son de la musique, par vingt chevaux parcourt les rues de la ville. Celui qui tient les rênes paraît plus habile que les ministres qui tenaient naguère celles de l'État ; ce qui n'est pas une raison pour encourager une compagnie qui vient enlever le peu d'argent qui reste encore à Québec. Il nous semble que nos édiles auraient dû refuser le droit de cité à des gens qui, dans le temps actuel, contribuent à augmenter la misère publique. Il est bon, nécessaire même que le peuple s'amuse, mais procurez lui des amusements où son intelligence s'éclairera, où ses goûts, ses idées, ses sentiments deviendront meilleurs. Ce n'est certes pas dans les cirques que nous fournissent nos voisins qu'il trouvera ces avantages. Un théâtre tenu selon les règles de la morale, vaudrait beaucoup mieux ; et serait plus profitable. Nous espérons donc que les Canadiens-Français se respecteront assez pour ne pas encourager de pareilles ménageries. Qu'ils se rappellent qu'un écu vaut, aujourd'hui, un louis ! que dans trois mois il leur faudra du bois, et que les bouffons du cirque Nixon ne leur en donneront point !

On annonce qu'on est sur le point de commencer l'érection des nouvelles prisons. Nous conseillons à l'architecte de les disposer de manière à ce qu'une partie de chaque édifice soit destinée aux voleurs... d'état. A propos de prisons, nous informons les entrepreneurs que le gouvernement ne

veut pas que ceux de Québec en construisent aucune, car il n'y a aucun endroit à Québec, où l'on puisse voir les plans. Bon dieu ! nous n'aurons donc jamais justice ?

Nous prions les ex-déposants à la Caisse de Saint Roch de ne pas perdre courage, car afin de les payer, M. Marois va se livrer à un nouveau commerce : il se fait vendeur de cartes de théâtre pour l'examen des Frères de la doctrine chrétienne ! Prix : un écu la pièce !

On nous informe aussi, qu'immédiatement après le départ du cirque, M. Marois exhibera en public, son grain de beauté, et qu'il fera une ascension sur un fil d'argent. Il sera précédé d'une brouette pleine de livrets. Après l'ascension, on fera une quête dont le produit sera déposé à la Caisse d'Epargnes de Saint-Roch pour rénumérer M. Marois des pertes incalculables qu'il a subies en achetant des livrets.

Nous lisons sur le *National* de samedi dernier un excellent rapport de M. Drapreau sur une excursion faite par lui et M. Benoit au canton Ashburton. Ce rapport fait honneur à ce monsieur et à la Société de colonisation des ouvriers de Québec.

A. M. E. O. L. Brunelle. Nous avons reçu votre lettre ; les noms des abonnés qu'elle contient nous font plaisir, mais si leur abonnement était payé, ce serait encore plus agréable !

AUX CORRESPONDANTS.

Nous publions la correspondance que nous a fait parvenir par M. Laroche, "Un souscripteur qui paye," s'il veut nous faire connaître son nom.

Dimanche dernier, le révérend M. Cloutier a délivré, dans l'église Saint-Jean Baptiste, un admirable sermon sur la restitution. Nous conseillons au révérend M. le curé de Saint-Roch de prier ce jeune mais habile prédicateur à donner ce même sermon devant les directeurs de la Caisse d'Economie de Saint-Roch.

Nous nous faisons un cas de conscience d'informer les rédacteurs sérieux du *saint Courrier*, du *Canadien indépendant*, et du *sainte Minerve* que les autorités constituées sont changées : MM. Brown et Dorion les remplacent.

Le ministère McDonald-Cartier est licencié. On rapporte que plusieurs ex-ministres cherchent à s'enroler dans les rangs des nouveaux. Espérons que ceux qui ont été appelés à former la nouvelle administration sauront assez se respecter pour les refuser.

Les membres de la défunte administration reviennent peu à peu de leur désait.